

Fontaine, notre planète commune, écologique et solidaire

Le maire méprise les élus

Lors du dernier Conseil municipal, à l'occasion de l'examen du compte du budget des locaux commerciaux, nous avons demandé au maire de façon très courtoise s'il était possible, à l'occasion, d'avoir une information précise sur l'évolution du commerce de proximité ces dernières années :

Qu'en est-il des fermetures de commerces, des ouvertures, des locaux vacants ? Quel a été l'impact des travaux, en particulier ceux de l'avenue du Vercors ?

La seule réponse apportée, avec un ton condescendant, a été de nous renvoyer aux « nombreuses réunions publiques qui ont eu lieu, aux concertations avec les commerçants et informations dans FRG ou sur la page Facebook de la ville ». Le micro de notre collègue a même été brutalement coupé par le Maire !

C'est devenu une habitude. A chaque demande des élus d'opposition, le maire répond qu'on peut trouver toutes les informations... hors du conseil municipal, niant de fait tout rôle spécifique à l'assemblée délibérante !

M. Thoviste a même insisté lourdement en réduisant ce rôle à voter les délibérations, point ! Il nous considère donc comme une simple chambre d'enregistrement.

Justement, le nombre de délibérations examinées en Conseil s'est réduit comme peau de chagrin avec cette équipe. Hors budget, c'est à peine huit à dix délibérations qui sont présentées chaque mois, quand jadis, ce nombre tournait plutôt entre vingt et trente !

Rappelons que la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) a dû être saisie pour contraindre le maire à fournir des informations sur la situation de Vercors Restauration ou sur les conditions d'attribution du projet de la MJC à l'association Viltais.

Les documents budgétaires eux-mêmes étaient incomplets. Les ratios financiers de la ville étaient présentés sans la référence de la moyenne des communes de même catégorie, une première !

Par ailleurs l'époque où les budgets étaient préparés par une commission financière avec des élus de l'opposition est également révolue. C'est bien dommage.

Jean-Paul Trovero (PCF), président

Amélie Amore (PS),
Raymond Souillet (société civile)
Laurent Jadeau (PCF)

Oser à fontaine

Fontaine lanceur d'alerte

Nous vivons aujourd'hui à Fontaine une insécurité ambiante indéniable.

Pourtant et à plusieurs reprises, nous avons proposé de multiplier la présence terrain de professionnels qualifiés dans la ville : médiateurs de rue, éducateurs et professionnels de prévention, agents de police municipale, de police nationale et de justice.

Nous avons aussi proposé des actions entre élu.e.s et habitant.e.s, afin de permettre la réappropriation du territoire communal. Il semble d'ailleurs que cela ait fini par convaincre Monsieur Le Maire car, au moment où nous écrivons, la ville est en train de l'expérimenter pendant une semaine.

Ce qui peut sembler dérisoire pour certains a pourtant ailleurs porté ses fruits et permis de lutter contre un sentiment d'insécurité.

Nous pensons néanmoins qu'il faut aller beaucoup plus loin : cela doit s'inscrire sur le temps long et être couplée à des actions de sensibilisation, d'éducation et de prévention aux risques de la drogue et du narcotrafic. Car il s'agit de traiter d'êtres humains, comme l'indique la commission d'enquête du Sénat de mai 2024.

Cette dernière explique notamment que le répressif seul ne fonctionne pas. C'est toute une chaîne qui doit être inventée du plus haut niveau de l'Etat, pour éduquer et prévenir, pour réprimer lorsque cela s'avère nécessaire mais avant tout pour restaurer l'humain et le dialogue. Car aujourd'hui trafic à ciel ouvert et violence sont liées. Les expérimentations qui fonctionnent limitent l'influence des trafics en s'attaquant aux « têtes » et en accompagnant les « petits » vers une autre voie, sous peine de répression. Et ça marche.

La situation de tension actuelle résulte de l'abandon de quartiers, de populations et donc de l'humain. Le combat n'est donc pas perdu d'avance.

Il est de la responsabilité des collectivités comme Fontaine d'alerter sur leur situation et leurs besoins, et à l'Etat de prendre les mesures et moyens humains, juridiques et techniques adaptés. Nous ne devons pas mener ce combat seuls.

Sophie Romera (L'APRÈS), présidente

Jérôme Dutroncy (LFI)